

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19028 - 74ÈME ANNÉE

Déjà plusieurs lacunes dans le dossier d'enquête publique pour la carrière de Bois-Blanc

Chantier de la route en mer : à quand une mission d'expertise ?

Une nouvelle enquête publique dans le but d'ouvrir une carrière à Bois-Blanc afin de poursuivre le chantier de la route en mer a été lancée. L'Autorité environnementale souligne d'emblée d'importants problèmes, notamment des études d'impact qui n'ont pas été effectuées. Cela confirme qu'une mission d'expertise technique et financière est plus que jamais nécessaire pour évaluer la faisabilité du projet retenu par les promoteurs de la route en mer, et avoir une estimation de ce que les Réunionnais devront réellement payer.

Un arrêt de la Cour d'appel administrative de Bordeaux a annulé le schéma départemental des carrières qui prévoit l'ouverture d'une installation de ce type à Bois-Blanc. Ceci n'a pas empêché le lancement d'une nouvelle enquête publique. Le dossier a été déposé. Le «JIR» d'hier fait part des remarques de l'Autorité environnementale sur ce document.

L'institution met le doigt sur l'absence de plusieurs études d'impact. Cela concerne notamment la construction d'un échangeur sur la route des Tamarins pour éviter aux camions la traversée de Saint-Leu. Selon les informations du «Journal de l'île», un tel équipement est indispensable à l'exploitation des roches.

« De façon plus générale, le dossier ne présente pas d'actualisation de l'étude d'impact réalisée pour la création de la NRL, alors que la carrière et ses impacts constituent avec elle un seul et même projet », relève l'Autorité environnementale, citée par le «JIR».

Ceci rappelle que la question pourtant cruciale de l'approvisionnement en matériaux du chantier de la route

en mer avait été pour le moins très minimisée quand il a été question de déclarer la NRL est d'utilité publique. En effet, les impacts du chantier ne concernent pas seulement les habitants de Saint-Denis et La Possession, les deux communes reliées par ce projet de route, mais toute La Réunion. C'est ce que peuvent constater les usagers des routes quand ils croisent quotidiennement de nombreux camions transportant sans bâche des tonnes de roches qui doivent finir dans la mer.

Avant que des centaines de millions d'euros commencent à être engloutis dans ce chantier, l'Alliance et le PCR avait demandé qu'une mission d'expertise technique et financière permette de faire toute la lumière sur la faisabilité du projet. Cette mission a toujours été refusée par les deux financeurs, l'État et la Région. Rappelons que le projet du tram-train avait connu une telle expertise, passée avec succès. L'absence d'une telle mission pour un chantier de route en mer bien plus hasardeux que la reconstruction du chemin de fer interroge.

Sans doute aurait-elle permis de soulever tous les problèmes d'un

chantier qui tourne au fiasco, notamment celui de l'approvisionnement en matériaux qui n'était pas garanti au moment où les fonds publics ont commencé à être engagés massivement. Ces besoins énormes sont la conséquence d'un choix technique, celui de la digue. Ce choix avait pour but de remplir les carnets de commande de certains transporteurs. Il montre aujourd'hui toutes ses limites. Cela a conduit la Région à reconnaître elle-même qu'elle sera dans l'incapacité de livrer la route à la date prévue. Il reste la possibilité de tenter de terminer la partie en viaduc entre Saint-Denis et la Grande Chaloupe avant 2021, c'est-à-dire avant les prochaines élections régionales, le reste du chantier étant dans l'incertitude car il dépend de carrières qui n'existent pas.

Plus que jamais, il est temps de remettre les choses à plat en faisant évaluer le projet par une mission indépendante. Chacun doit savoir, et notamment celui qui paie, c'est-à-dire les Réunionnais, qu'ils aient ou pas une voiture.

Nouvelle-Calédonie

« Appel au Peuple de France, aux élus de ce Peuple, à Monsieur le Président de la République Française, à l'ONU »

Dans son numéro de mai-juin, « la voix de la Kanaky » publie un appel au sujet des conditions dans lesquelles se préparent le référendum d'autodétermination prévu le 4 novembre en Nouvelle-Calédonie. Le texte fait part de « signaux inquiétants », notamment la récente visite du président de la République qui a lancé la campagne pour le « non ». Voici un extrait.

Déjà, le découpage électoral des législatives, savamment revu en 1988 et non touché par le redécoupage de 2010, donne depuis lors à nos seuls adversaires des moyens humains et financiers conséquents pour leur propagande ; moyens également des deux sénateurs de même obédience.

S'y ajoutent les moyens de la sphère politico-financière locale, quasi fusionnelle contre l'indépendance (le FN a ici obtenu 51 % des votants sur Nouméa au second tour de la présidentielle) : elle possède l'essentiel des médias locaux, dont l'unique quotidien, racheté à point nommé par un consortium local.

Dans ce contexte, le type « d'accompagnement » de l'Etat français, est particulièrement scruté. Or là encore, les signaux laissent pour le moins perplexe. Car la colonisa-

tion de peuplement continue de nos jours, favorisée par le contrôle inexistant des arrivées, la faible application de l'emploi local, voire les statistiques discrètement escamotées de l'Etat. Le peuple autochtone est ainsi désormais réduit à moins de 39 %. Car la principale chaîne TV/Radio locale, qui fait partie du groupe d'état « France TV », ne joue pas le jeu. Car après un député guadeloupéen LRM docteur en économie contre l'indépendance, le président d'une mission parlementaire d'information venu en fait nous informer qu'il est contre nous, c'est au tour du président français lui-même de venir ici lancer la campagne du non pour lui, sans dire les mots des bienfaits du « oui » pour nous.

Pour finir, l'Etat français a l'audace d'estimer, par la voix de divers représentants, que les Calédoniens manquent d'information sur la consultation. Les choses sont pourtant simples :

- en préparation de l'éventualité du « non », l'accord de Nouméa prévoit deux autres consultations, à environ deux ans d'intervalle, et écrit que l'accord continue de s'appliquer dans l'intervalle ;
- en préparation de l'éventualité du

« oui », l'accord de Nouméa prévoit que « la France est prête à accompagner la Nouvelle-Calédonie dans cette voie. » L'Etat en premier lieu devrait donc déjà nous avoir proposé des discussions sur la mise en œuvre du « oui ». Or, on attend toujours les réunions sur le sujet ! Quelle période transitoire ? Quelles propositions de coopération ou d'association ? Passation vers une nouvelle monnaie ? Quelles demandes de terrains militaires, ou droits de pêche, d'ambassades et de possibilités de rayonnement de la culture française dans le Pacifique ? Quelle gestion des doubles nationalités ? Etc.

Le monde indépendantiste, lui, est prêt et propose à tous ses citoyens la construction d'un destin commun, ce qui implique la création par tous ses citoyens d'une nation avec un modèle plus social et solidaire, mieux implanté dans le Pacifique, à l'immigration et à l'emploi contrôlés.

Il exige de l'Etat compétent que la consultation ait lieu à l'issue d'une période commençant maintenant ou il veillera honnêtement à une information équitable. Ce n'est, pour l'heure, pas gagné, et cela engage le futur.

In kozman pou la rout

« Si i sonn kré kan ou i tap kou d'tête dann in po, la pa sir sé pars lo po lé vid »

Si mi tronp pa sa in kasaz ti-boi. Pars dann in ka konmsa dé solisyon lé posib : soi sé lo po k'lé vid épi li sonn kré, soi sé la tête k'lé vid é dann in ka konmsa sé li k'i sonn kré. Mé a bien oir, in moun i bate son tête kont in po an tèr, mi pans li la pa l'intélizans l'apré touf ali. Mi pans pa, konm in pé i di, li la kass lo kate patt in kanar. Mi koné pa si zot néna in n'afèr pou mète la dsi, sansa si sa I amen azot pou rofléshi pli k'i an fo. Mé rofléshi pa lontan, pars, l'èrla demoun va kalkil sé z'ot tête lé vid é la pa lo po an tèr. Alé ! Ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Edito

Solidarité contre la militarisation de l'océan Indien

Pendant les années 1970, les organisations progressistes de l'océan Indien se sont mobilisées autour du mot d'ordre «océan Indien Zone de paix». La victoire contre l'apartheid et la fin de la Guerre froide n'ont pas permis de le réaliser. En effet, si l'Afrique du Sud a renoncé à la bombe atomique, les puissances occidentales restent toujours solidement implantées. Contrainte de quitter ses bases militaires à Madagascar en 1975, la France les a transférés à La Réunion où elles existent toujours. Pour sa part, les Etats-Unis continuent d'occuper la base de Diego Garcia avec l'accord de la Grande-Bretagne, ce qui est le point de départ de la tragédie des Chagossiens, un peuple chassé de son pays à cause de cette base.

Ce 21^e siècle voit le retour sur le devant de la scène de pays qui étaient des superpuissances avant la colonisation et qui aspirent à le redevenir. C'est le cas de la Chine et de l'Inde. Ce dernier pays a un projet qui concerne directement notre région, avec le projet d'implantation de bases militaires. Celui aux Seychelles a désormais du plomb dans l'aile, avec la révélation de l'affaire à l'opinion qui embarrasse le gouvernement. Mais il est toujours question d'en construire une à Agaléga, une île sous souveraineté de Maurice. C'est contre ce projet qu'une fédération composée de 6 organisations est née en mars dernier. «Regroupés sous le nom Koalision Zilwa Pou Lape, ils visent à regrouper les peuples de l'océan Indien, sur la base du passé commun qu'ils partagent. Dans un esprit de solidarité, la coalition a également envoyé une lettre de soutien au mouvement qui a pris naissance aux Seychelles, contre le projet d'une base militaire à l'île de L'Assomption», écrit «Le Mauricien» du 7 mars dernier.

Les habitants d'Agalega peuvent compter sur la solidarité des Chagossiens, et des Seychellois du Save the Aldabra Island Group, dont un de ses membres, Alain Saint-Ange, déclare : «Nous devons préserver ce que nous possédons. Nous avons déjà une base dans l'océan Indien qui est de trop». Que cela soit Diego Garcia, l'île de l'Assomption aux Seychelles ou Agaléga, ces bases existantes ou prévues sont une menace pour l'existence de peuples créoles. Ces peuples ont décidé de s'organiser, dans la solidarité.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Lyèv avèk Tortu-Kalandiyak-troizyèm morso

Dann zistoir-la bann zanimo l'aprè rode dolo pars zot lé an mank. Zot i adress azot avèk Bondyé. Mé lo dé promyé l'anbasadèr. Shoval avèk bèf i ramenn pa arienn bien. Donk so kou isi, lo roi bann zanimo la anvoye tortu.

L'avé inn foi, pou inn bone foi, mésyé lo foi la manz son foi èk in grinnsèl.

Tortu i mète an rout. Kokolok lok, kokolok lok. Mon dyé ségnèr i fo oir konm li marsh dousman. Li marsh ti dousman mé li avans kant mèm. Momandoné li ariv dovan la port la kaz Bondyé. Li kongn dsi la port.

Kotok. Kotok. Kotok.

Bondyé i rouvèr la port épi li domann. «Ouk l'ariv azot ankor...» Tortu i di. «Skiz amoin Gran Bondyé, mé out pèp zanimo l'aprè mor avèk la soif. Sé pou sa lo Roi l'anvoye amoin pou dmann aou in tik-tak pou nou gingn dolo...»

- «Kosa. Ankor.» Bondyé i di. «Moin la fini dir sa Shoval avèk Bèf é ou I vien domann amoin ankor lo mèm zafè.»

Bondyé lé rousté, mé Tortu i rèss dovan li san bouzé si tèlman lo kèr Bondyé i sède é li fini par dir. «Rotourn dsi la tèr épi di out Roi, i fo fouy in trou dsou in gro pyé kalandiyak é la ou lé sir zot va gingn dolo...» Apré sa li asplik. «Kalandiyak sé l'arb voiyajèr...»

Tortu i pèrd pal o tan, li arpik an dsandan é pou li pa obliy lo mo, li ropète, ropète, ropète mèm... Kalandiyak. Kalandiyak. Kalandiyak.. Yak. Kalandiyak... Tortu i sava vite. An touléka, vite pou in tortu. Kalandiyak. Kalandiyak. Kalandiyak...

Kriké Méisyé. Kraké madam. La klé dann mon posh. La taye dann out sak.

Momandoné, dann in viraj, li kroiz in pyé zèrb bien gra, bien tann, i donn flèr blé. Lo zèrb i fésign ali. «Vien. Vien manj amoin. Sar pa in pèrt tan, zis dé minit d'aré mé ou i rogrèt ar pa...»

Tortu i arète pa li, li kontinyé son shomin. «Kaladiyak. Kalandiyak...».

Ala li ariv dann roiyome zanimo. Bann zanimo i ropèr ali toutsuit é tout la bann i kriy. Inn i di l'ot, i di l'ot «Tortu l'arivé... LoRoi, an pèrsone i vien pou akèye aèl... alor, li di, koman i fé pou gingn dolo. Koman i fé... Tortu i fé pou répons. «Mon bon Roi, d'aprè sak bondyé la di amoin, i fo fouy in trou, dizon in pui, koté gro pyé kalandiyak-l'arb voiyajèr».

Lo roi i donn lé zord, é dé gabyé kosto i mète a fouyé. Zot i fouy pa lontan é momandoné, dolo i ariv an gro bouyon. In n'éstan é néna in gran basin lo bien fré, bien prop, bien pir. Tout zanimo i bate la min... Bravo tortu, ou la nyabou amenn dolo pou nou. Mèm shoval avèk bèf i aplodi san dir koman l'ariv azot lo bétiz zot la fé. Arien. La gingn dolo, sé tout sak i fo.

Tout lé kontan, lo mankmann lo lé déyèr zot astèr. La vi i arkomans ésé tout sak i kont. Mé lo zistoir lé pa fini pars éstèr sé lyèv i rant dan la dans.

La pankor fini-katriyèm morso pou tanto

Justin